

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir,  
93 108 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Telex :  
PRENO A 211.628 F.

Edité par la SPN (Société de presse nouvelle)  
Directeur de la publication : Alain Bobbio.  
Numéro de la commission paritaire : 46 72.

Imprimé par Rotographie à Montreuil.  
Riccobono (pour le Sud-Est).  
Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).

• Belgique : 18 FB • Suède : 2,25 KR  
• Luxembourg : 15 Fl • Italie : 300 L • Grèce :  
20 DR • Suisse : 1 FS • Portugal : 15 Esc  
• Algérie : 1,60 Dinar • Maroc : 2,10 Diram.

# rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1F 80

Pour ceux qui sont  
encore en rade

LIRE PAGE 8

## Liberté provisoire pour Bifo, animateur de Radio-Alice

Francesco Berardi, « Bifo », a été mis en liberté provisoire, hier soir. Mais il doit rester à la disposition de la justice française. La chambre d'accusation statuera le 26 juillet, sur la demande d'extradition présentée par le gouvernement italien.

Animateur de Radio-Alice, la radio libre de Bologne, interdite après les manifestations de mars (nos éditifs de samedi et lundi), Francesco avait été interpellé dans des conditions assez scandaleuses, jeudi dernier. Le juge Catalanotti était venu spécialement de Bologne pour le piéger dans un appartement qui n'avait pu être repéré que grâce à une collaboration franco-italienne dans les écoutes téléphoniques.

Son arrestation était la dernière péripétie de la chasse aux « dissidents » lancée par les tenants du compromis historique. La loi française ne permet pas l'extradition pour motif politique. Il est clair que Berardi est poursuivi pour ce qu'il a écrit et pour ce qu'il a dit au micro de Radio-Alice. Il reste à obtenir qu'il ne soit pas extradé.

Aujourd'hui de 7 h à 9 h et de 17 h à 19 h, branchez-vous sur Radio-Alice. Elle émettra en français sur 92 mhz, modulation de fréquence, à Paris. On est curieux de savoir si l'émission sera brouillée et ce qu'il adviendra de l'émission des giscardiens de Montpellier, Radio-Fil bleu qui doit aussi émettre ce jour.

# « PARISIEN LIBERE » LA DIRECTION CEDE

• Un accord est signé après 28 mois de lutte  
• 110 ouvriers sont repris à l'imprimerie de Saint-Ouen  
où la FFTL devient majoritaire

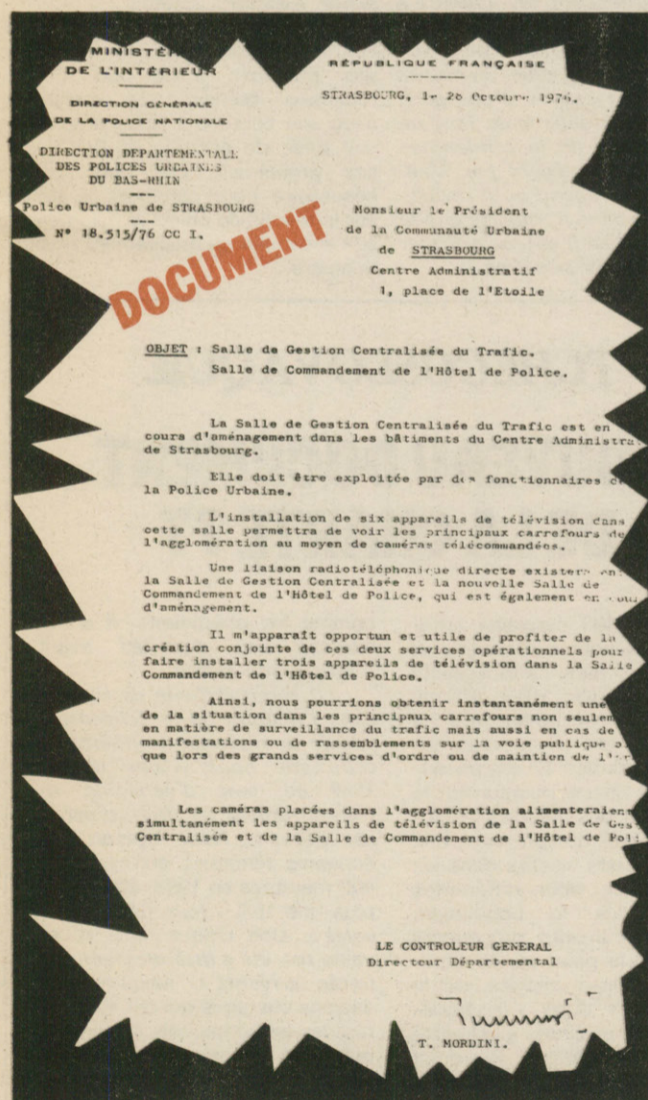
« Nous sommes parvenus à un constat qui pourrait faire l'objet d'un accord », c'est en ces termes prudents que la FFTL annonçait, hier, la signature probable, dans la soirée, d'un accord entre la FFTL-CGT et la direction du « Parisien libéré ». La prudence s'impose, car le gouvernement devra ratifier l'accord qui l'engage pour plusieurs millions de francs qui sont à sa charge.

Ce constat a été ratifié à l'unanimité moins 5 abstentions par les travailleurs du Livre parisien. Il vient après 16 réunions — secrètes — entre direction et responsables syndicaux.

110 travailleurs seront repris à l'imprimerie de St-Ouen, une centaine seront reclassés dans le Livre. Certaines imprimeries du « Parisien », comme Chartres et Amiens pourraient cependant refuser l'implantation de la CGT-FFTL.

« Le Parisien » renonce également aux multiples sociétés bidons qui leur ont permis de tourner les lois sociales.

Enfin, les élections du personnel devraient avoir lieu au « Parisien » dans un délai de 4 mois.



## L'aveu

Au début de l'année, Strasbourg inaugurait son centre de gestion centralisée du trafic : caméras avec zooms, écrans et ordinateurs utilisés par la police dans le but avoué fort louable d'éviter les embouteillages. M. Radius, député RPR, fit visiter la chose à la presse qui s'extasia dans son ensemble, sans se montrer très curieuse. Seul, Uss'm Follik, le journal de contre-info, s'étonnait de la présence de zooms et prétendit que ces caméras pouvaient aussi servir au flicage des manifestants de tous bords mais aussi des simples passants.

Cette intention de la police est confirmée par le document que nous publions ici.

Ajoutons que la communauté urbaine a refusé de donner satisfaction à la demande de Mordini, mais ce n'est qu'une demi-mesure. Il doit en effet être possible de brancher des prises magnétoscopes sur les écrans actuels et constituer ainsi des archives.



## « ROUGE » 8 PAGES POUR L'ETE

« Rouge » sur huit pages : le départ a été donné hier. Nous poursuivrons cette pagination réduite, ainsi que nous l'avions annoncé, jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre. Attention, pas de panique ! Il ne s'agit pas là d'une décision due à nos ennuis financiers, qui serait le prélude à une disparition prochaine de votre quotidien favori. Nous l'avons déjà dit, les très bons premiers résultats de la souscription nous assurent un été sans problème majeur, même s'il faut rester vigilant par la suite.

Reste que, durant l'été, traditionnellement, les courbes de vente de tous les quotidiens subissent une chute spectaculaire. Cette réduction de quatre pages nous évitera ainsi des dépenses inconsidérées. Nous avons calculé en effet qu'une vente de 6 500

exemplaires quotidiens — soit un chiffre inférieur de 3 à 4 000 à nos ventes hors été — serait suffisante, dans ces conditions, pour ne pas aggraver notre déficit. Nous devons en tenir compte le plus largement possible de vos critiques et de vos suggestions. Avec une campagne renouvelée pour atteindre l'objectif des 1 500 000 F pour janvier 1978. Avec l'espoir de grandir encore et de « sévir » bientôt, quotidiennement, sur ces seize pages que vous et nous sentons nécessaires.

Dès le 1<sup>er</sup> septembre, « Rouge » retrouvera ses douze pages. Avec une formule qui tentera de tenir compte le plus largement possible de vos critiques et de vos suggestions. Avec une campagne renouvelée pour atteindre l'objectif des 1 500 000 F pour janvier 1978. Avec l'espoir de grandir encore et de « sévir » bientôt, quotidiennement, sur ces seize pages que vous et nous sentons nécessaires.

Après 28 mois de lutte, les ouvriers du *Parisien libéré* viennent de remporter un succès, voyant l'essentiel des revendications de la FFTL satisfaites. C'est là le résultat d'une lutte opiniâtre, qui a reçu le soutien militant et matériel de tous les ouvriers du Livre, qui pendant ces longs mois de lutte ont versé une partie de leur salaire. Malgré l'attente, le découragement, les ouvriers du Livre n'ont pas laissé isolés leurs camarades. Une douzaine de grèves de l'ensemble de la presse ont chaque fois opposé la solidarité à l'obstination du pouvoir. D'innombrables initiatives spectaculaires ont été prises, depuis l'occupation du *France* à celle des tours de Notre-Dame ou des toits de l'Hôtel de Ville. Pas une semaine ne passait sans qu'on parle du *Parisien libéré*. Beaucoup de ces initiatives, comme les actions de rodéo organisées quotidiennement n'ont d'ailleurs reçu qu'un appui mitigé de la FFTL qui les a peu popularisées.

28 mois ! Il aura fallu toute l'opiniâtreté d'un Amaury pour bloquer la négociation, lui pour qui la bataille contre la CGT dans le Livre était devenue une véritable croisade.

Le vent a tourné pour le dernier carré des irréductibles. Il semble que le pouvoir ait été désireux de se débarasser d'un conflit qui mobilisait toute une profession. Ceux du *Parisien* étaient devenus un drame qui devenait gênant à

l'approche des échéances électorales de 1978.

C'est que les hommes du pouvoir ont un projet pour la presse, aux côtés d'Hersant. *Le Parisien*, bloqué dans sa diffusion par les NMPP, agonisait lentement. De premier journal au niveau national qu'il était (avec 800 000 exemplaires vendus), il était retombé à un tirage de 250 000. L'opération Amaury était un échec sur un public populaire. Il n'est pas douteux que la droite veuille disposer d'une presse populaire à grand tirage pour mener sa campagne. Il fallait pour cela cesser les hostilités. Cela nous rappelle que *Le Parisien*, bientôt acheminé normalement dans tous les kiosques, continuera à distiller son idéologie réactionnaire, que nous aurons à combattre chaque jour son intoxication.

Cet accord est un recul important du *Parisien*, mais la bataille du Livre n'est pas gagnée : ce sont 800 emplois qui doivent être supprimés, d'ici décembre 1978 dans la presse parisienne ; dans le labeur, la situation est encore plus catastrophique, malgré la récente reprise de Chauffour. Il y a un an déjà, 29 imprimeries en France étaient occupées par les travailleurs contre leur fermeture. Contre la restructuration du secteur, il s'agit maintenant de préparer une riposte globale contre les projets du pouvoir.

## Revelli-Beaumont libéré hier

Après près de trois mois de séquestration, Luchino Revelli-Beaumont, P-DG de Fiat-France, a été retrouvé, hier matin à sept heures trente, sur un banc public de Versailles. Amené à cet endroit par ses ravisseurs, il y attendait sagement la police alertée par un coup de téléphone anonyme. Il a aussitôt été emmené au Quai-des-Orfèvres, puis

présenté au juge d'instruction qui s'occupe de l'affaire. Quelques heures plus tard, il était emmené par sa famille dans une clinique pour y passer quelques examens et prendre du repos.

Pour l'instant, la police observe le silence le plus absolu sur cette libération. Elle déclare ne pas savoir si une rançon a été touchée par les ravisseurs.

JAPON

# LE TOURNIQUET JAPONAIS

Les élections révèlent l'état de crise des partis

Plus de 70 millions d'électeurs japonais se sont rendus aux urnes, dimanche 10 juillet. Ils devaient renouveler la moitié des sièges de la Chambre haute, équivalent nippon du Sénat.

Trois cent vingt candidats briguaient les cent

vingt-six sièges à pourvoir. Ces élections succédaient à celles de décembre, à la Chambre basse — le Parlement — qui avaient sanctionné l'érosion de l'influence du Parti libéral-démocrate, en réduisant à peu de chose sa majorité parlementaire.

Au vu des résultats encore partiels diffusés, lundi, en début d'après-midi, il semble que le Parti libéral démocrate (PLD) ait réussi à garder, au Sénat aussi, une majorité ténue. La maintenance des positions des libéraux-démocrates a surpris. Le PLD porte, en effet, depuis plus de vingt ans, l'entière responsabilité des affaires gouvernementales, et son régime est usé par trop de pouvoir, secoué par des scandales successifs dont le plus grave aura été celui des pots-de-vin distribués par la firme aéronautique Lockheed.

Cela fait maintenant longtemps que les milieux politiques japonais vivent dans une atmosphère de fin de règne et comptent les élections en attendant que le PLD perde suffisamment de terrain pour rendre impossible la simple reconduction d'un gouvernement homogène. L'horizon d'un gouvernement de coalition — le premier depuis 1955 — continue de dominer les préoccupations et les calculs des états-majors des partis.

Les symptômes de la crise sont là. Le PLD a subi un net recul aux élections de décembre. Le patronat a soutenu la scission du PLD d'une poignée de parlementaires qui ont formé un petit parti concurrent : le Nouveau Club libéral.

La multiplication de micro-formations politiques témoigne de la désaffection d'une partie de l'électorat et des bailleurs de fonds à l'égard des organisations traditionnelles : des intellectuels fondent l'Union des libéraux progressistes, la fraction de droite du PS scissionne et donne naissance à la Ligue des citoyens socialistes, dirigée par Saburo Eda et, depuis sa mort, par son fils Satshi. Un Parti japonais des femmes voit le jour et présente une dizaine de candidates. Les sondages font dorénavant apparaître une masse de 30% à 40% de l'électorat qualifié d'« indécis ».

### Pas d'alternative crédible

Pourtant, le PLD est toujours là. Symbole de la force du clientélisme et du pouvoir d'argent en politique, permis par un découpage électoral qui favorise grossièrement la droite et lui assure une majorité de sièges, alors même qu'il est largement minoritaire au niveau des voix re-



Fukuda, Premier ministre et dirigeant du Parti libéral-démocrate avec son « grand protecteur », Carter. Le PLD conserve la majorité au Sénat, à la suite des dernières élections.

cueillies, ce maintien du PLD s'explique aussi par la faillite de l'opposition.

Il y a un an, la conjonction d'un fort mécontentement social et d'une crise de régime ouverte par le scandale Lockheed lui a donné sa chance. Elle l'a gâchée, par légalisme extrême et peur du mouvement de masse. Ni le PS ni le PC n'ont su prendre alors l'offensive. Ils ont fait avorter, par passivité, l'offensive syndicale du printemps 1976 et ont permis au PLD de se tirer du scandale au prix le plus bas. Il n'y a pas d'alternative crédible à gauche.

Malgré l'érosion du régime, le PSJ n'enregistre aucun gain électoral, au contraire, son influence baisse. Malgré le cours « ultra-démocratique » adopté par le PCJ (qui est un précurseur de

l'« eurocommunisme »), il stagne et n'arrive pas à passer la barre des 10% des voix.

C'est au « centre » que la baisse de popularité du PLD profite : le Nouveau Club libéral, le parti bouddhiste Komeito, le Parti démocrate-socialiste. Mais toutes ces formations restent très faibles. Elles peuvent espérer entrer après-demain dans un gouvernement de coalition. Elles ne sont pas en elles-mêmes une alternative.

Le PLD survit, bien qu'il sache que son règne sans partage sur le monde politique japonais touche à sa fin. Parti vieillissant, il ne survit que grâce aux pesanteurs du pouvoir établi et à la faillite de l'opposition de gauche, restée trop longtemps une opposition de Sa Majesté.

Pierre Rousset

## ERYTHREE

### Le centre industriel de Keren pris par le FPLE

Comme nous l'écrivions, hier, la croisade du régime éthiopien contre l'Erythrée s'annonce sous de mauvais auspices. Samedi, l'une des ailes du mouvement de libération, le FPLE (Front populaire de libération de l'Etythrée) annonçait la prise de Dekamere, ville de 35 000 habitants, située à 40 km au sud d'Asmara, capitale de l'Erythrée. Centre d'entraînement des commandos de choc de la police éthiopienne sous supervision israélienne, Dekamere est située sur la liaison Asmara-Addis Abeba. Tant et si bien qu'il faut considérer Asmara comme totalement encerclée.

Aujourd'hui, nouvelle défaite pour les stratèges du DERG (régime militaire éthiopien) : le même FPLE vient de s'emparer de Keren, 50 000

habitants, située au nord d'Asmara. Premier centre industriel de l'Erythrée (industrie légère, conserveries alimentaires, production d'agrumes), Keren était virtuellement prise depuis qu'il y a cinq jours, le FPLE avait conquis le mont Lalumba, tout proche, où se trouvait un vaste camp militaire composé d'unités régulières de l'armée éthiopienne.

L'on peut dès lors considérer comme condamnée, Agordat, autre ville encerclée, à l'est de Keren. L'assaut contre Keren semble avoir été mené par près de 4 000 combattants du FPLE qui se sont emparés d'un important matériel d'artillerie et de munitions.

Que va faire le DERG ? Il semble qu'il ne s'attendait pas à une riposte

aussi massive et aussi prompte.

Pour le moment, des renforts militaires continuent d'arriver dans les camps de préparation à la « marche rouge ». Dans le même temps, il s'emploie à évacuer des milliers de Nord-Yéménites qui vivent en Erythrée et qu'il considère comme faisant cause commune avec les indépendantistes. 4 000 d'entre eux seraient déjà arrivés au Nord-Yémen.

En tout cas, la prise des villes par le FPLE, démarche refusée jusque là, pose en des termes fort rapprochés la libération totale du pays, dont malgrw lui le DERG aura été le maître d'œuvre.

Frank Tenaille

## « L'Étincelle » et la Chine

### « FAIRE CONFIANCE A HUA KUO-FENG ? »

On se souvient, qu'à la suite de la prise du pouvoir par Hua Kuo-feng, et l'arrestation du « gang des quatre » en Chine, « l'Étincelle », journal de l'Organisation communiste des travailleurs, avait ouvert un débat sur l'appréciation des derniers événements dans ce pays (voir « Rouge » du 25/2 et du 6/4). Des positions divergentes s'étaient exprimées dans l'organe de l'OCT, allant d'un soutien à Hua Kuo-feng à un soutien plus ou moins critique au « groupe de Shanghai ». A travers ce débat, certains camarades de l'OCT s'étaient attachés à chercher dans l'histoire de la Chine, particulièrement depuis la Révolution culturelle, les causes profondes des derniers événements, en abordant notamment la question de la démocratie ouvrière.

Aujourd'hui, huit mois après la chute des « quatre », aucune position officielle de l'OCT sur la Chine n'a encore été rendue publique.

Pourtant dans le numéro « spécial été » de l'Étincelle, du 5 juillet, est interviewé Jean-Pierre Leclerc de « retour de Chine ». Ce dernier explique : « Je pense que dans l'état actuel des choses, on doit faire confiance à Hua Kuo-feng. » Lorsque la rédaction lui demande sur quel « courant » s'appuie Hua Kuo-feng, Jean-Pierre répond : « Sur le centre, en s'efforçant de tranquilliser une droite agressive pour la grignoter, et en regroupant la gauche. » Et ce camarade de citer une phrase de Hua Kuo-feng à propos du retour de Teng Hsiao-ping : « Si on le fait revenir cette année, ça fait le jeu de ceux qui soutiennent les « quatre » et on croira que c'est une critique de Mao. » Et le camarade de retour de Chine de commenter finement : « Au fond, c'est habile. D'une part, il révèle que le problème de Teng ne peut être séparé de la condamnation portée à son égard par Mao. D'autre part, il répond qu'il reviendra. Mais pas dans n'importe quelle condition, et ainsi il entend affirmer sa maîtrise de la situation. »

Voilà qui est de la haute stratégie politique ! On s'appuie sur le centre, on grignote d'un côté pour regrouper de l'autre. Il est pour le moins attristant que les camarades de l'OCT, après un débat qui commençait à poser les problèmes réels, en reviennent à considérer les affrontements en Chine à travers les luttes de cliques au sein de la bureaucratie, jusqu'à donner leur soutien au groupe actuellement au pouvoir. Bien sûr, le camarade qui affirme avoir « vécu le débat au sein des masses chinoises » parle des masses en faisant des rappels lyriques de la Révolution culturelle et affirme son « optimisme » en citant Mao : « Vous les jeunes, vous êtes dynamiques, en plein épanouissement, comme le soleil à huit heures, c'est en vous que réside l'espoir... », etc.

Si ces positions ne sont celles de l'OCT, pourquoi l'interview n'est-elle pas précédée d'une note de la rédaction prenant ses distances avec son contenu ? Nous attendons une prise de position de l'OCT sur ces problèmes. Elle nous paraît nécessaire pour continuer le débat sur la révolution chinoise qui intéresse l'ensemble du mouvement révolutionnaire.

## TCHECOSLOVAQUIE

### NOUVEAU DOCUMENT DE LA CHARTE 77

Près de 400 écrivains tchécoslovaques sont « interdits » et pratiquement dans l'impossibilité de publier depuis 1969, affirme un nouveau document de la Charte 77. Avec un nouveau document, le numéro 12, les animateurs de la Charte poursuivent le recensement des diverses atteintes à la liberté d'expression, aux différents droits inscrits dans les textes légaux, pour différentes catégories de la population. D'autres documents précédents avaient fait le point sur la situation de la classe ouvrière, sur la discrimination dans l'enseignement, sur les atteintes à la liberté de culte, etc. Comme les deux précédents, ce document est signé par Jiri Hajek, seul porte-parole de la Charte « en exercice » ;

comme les précédents, il a été adressé aux autorités avant d'être rendu public.

« Il serait difficile de trouver dans l'histoire de la Tchécoslovaquie une période semblable à celle que nous vivons depuis 1969 où tant d'écrivains se voient refuser le droit d'écrire par l'Etat ». Ainsi, l'Union des écrivains tchèques comptait-elle 400 membres en 1968, elle n'en a plus que 164, « tous triés sur le volet ». Une cinquantaine d'écrivains ont été « littéralement enterrés vivants », jusqu'à leurs anciens ouvrages qui ont été retirés des bibliothèques. Même une quinzaine de ceux qui se sont ralliés au régime à l'occasion de la sortie de la Charte ne peuvent pas publier.

### 10ème FESTIVAL INTERNATIONAL DE MOSCOU Solidarité Paradjanov

« La rédaction des « Cahiers du cinéma », à l'occasion de l'ouverture du 10<sup>e</sup> Festival international de Moscou, s'adresse aux autorités compétentes de cette manifestation, placée sous le signe

de l'humanisme et du cinéma, et demande qu'elles fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour exiger la libération du cinéaste Serge Paradjanov, dont l'œuvre a fortement contribué à la connaissance du cinéma soviétique à l'étranger (...). Nous demandons aux cinéastes, aux producteurs et aux critiques présents à Moscou de s'associer à notre appel et de prendre par eux-mêmes toutes les initiatives qu'ils jugent bonnes pour obtenir la libération de Serge Paradjanov. »

## NOTES INTERNATIONALES

### Chine

Après la prise de position du PCF favorable à la bombe atomique, c'est l'agence Chine nouvelle qui approuve la force de frappe française. « Face à la menace soviétique sur la France et l'Europe de l'Ouest, c'est un droit sacré pour la France de développer une défense nucléaire qui lui soit propre », écrit l'agence, qui précise que la force nucléaire française est le fruit de la « politique d'indépendance de De Gaulle vis-à-vis des Etats-Unis et de l'URSS ».

La Chine et la Communauté économique européenne ont achevé les entretiens préliminaires à la signature d'un accord commercial qui sera le premier signé avec un Etat ouvrier. Nul doute que les multiples prises de position de la Chine en faveur du renforcement de l'Union européenne ont facilité les négociations...

### En vol

Deux Soviétiques ont détourné, dimanche soir, sur Helsinki, en Finlande, un avion d'Aeroflot, et ont demandé à être transportés à Stockholm. Ils auraient menacé de faire sauter l'avion si le plein de kérosène n'était pas rapidement effectué.

### New York

Quatre-vingt trois enfants sont morts à New York, l'année dernière, des suites de mauvais traitements infligés par leurs parents. 5 000 cas d'enfants brutalisés par leurs parents ont été enregistrés, en 1976, dans tous les Etats-Unis.

### Les grandes manœuvres

Parallèlement à la chute du dollar qui a repris depuis lundi, on annonce à Madrid que la peseta sera dévaluée certainement de 20%.

## GRANDE-BRETAGNE

Après le Syndicat des mineurs et celui des transports, un troisième grand syndicat britannique, celui des cheminots, refuse le contrat social.

Une importante manifestation s'est déroulée lundi en solidarité avec les grévistes de Grunwick (voir « Rouge » du 8 juillet). Quinze mille manifestants représentant les sections syndicales des principales villes du pays se sont affrontées avec les quatre mille policiers mobilisés à cette occasion. Huit policiers ont été hospitalisés et une trentaine de personnes interpellées à la suite d'affrontements souvent violents.

Correspondant

## Cahiers de REVOLUTION SOCIALISTE ARABE

### Numéro spécial Tunisie

Au sommaire :

- Alternative démocratique ou socialiste ?
- L'UGTT à l'heure du pacte social.
- Chronique des luttes.
- Le congrès de l'UGTT, un congrès à la destourienne.
- Dossier : le V<sup>e</sup> plan.

Passez vos commandes à la librairie Rouge, 10 impasse Guéméné, 75004 Paris.

# Après deux ans et demi de lutte ACCORD SIGNE AU PARISIEN LIBERE

Le contenu de l'accord qui devait être signé hier soir entre les représentants de la CGT-FFTL et les dirigeants du « Parisien libéré » apparaît comme largement positif.

110 travailleurs du Livre affiliés à la FFTL

Ils seront repris par petits groupes, mais embauchés et payés dès le début d'août. Les conditions de travail et de salaires seront celles de l'accord cadre, signé il y a un an avec tous les patrons de presse parisienne — sauf Amaury. Une quarantaine d'autres travailleurs sont repris par d'autres journaux, 60 seront pris à titre provisoire aux NMPP, d'autres partiront en préretraite. Les derniers — 110 — participeront en touchant 80 000 F chacun pour se reclasser, et un an à 90 %. Tous les travailleurs touchent 10 000 F d'indemnités, et le paiement des cotisations sociales. Tous les procès engagés contre les ouvriers, à propos des opérations « rodéos » contre la distribution du *Parisien* d'Amaury, seront arrêtés. Il y en a 1 400 intentés !

Enfin, au niveau juridique, des 50 sociétés créées par Amaury pour réaliser son *Parisien* « pirate », il ne subsistera que les deux sociétés existant au début du conflit, l'accord devant s'y appliquer de façon égale.

Cet accord de quoi est-il le fruit ? De la mort d'Amaury et du « réalisme » de son successeur ? Peut-être.

Mais elle est surtout le fruit d'une lutte opiniâtre de 29 mois, dans laquelle les travailleurs du Livre se sont serrés les coudes : 5 000 d'entre eux versaient chaque mois

### L'accord cadre de la presse

L'accord au « Parisien » est l'application de l'accord-cadre signé, il y a un an, entre la FFTL et les patrons de presse, sauf Amaury. Cet accord stipule les conditions de modernisation (offset, téléphoto) des journaux de la presse parisienne. Cet accord garantissait des salaires et des conditions de travail au niveau acquis, ainsi que le rôle de la FFTL-CGT comme seul interlocuteur des patrons signataires. Mais il retirait le monopole d'embauche syndical. Sur la question centrale des licenciements, il ne garantit pas l'emploi : il accepte donc que la restructuration aboutisse à des suppressions, 800 postes doivent disparaître d'ici décembre 1978, reconnaît cet accord. Il développe alors toutes sortes de possibilités d'indemnités : les 90 %, la formation professionnelle, des primes au reclassement, la préretraite, etc.

une part de leur salaire pour assurer la paie des ouvriers du *Parisien*.

Cela a été la longue série de grèves de 24 heures qui ont paralysé la presse parisienne, et les trois jours de grève en décembre 1976 avec l'évacuation de l'imprimerie par la police. Cependant, la FFTL a alors renoncé à l'arme qu'elle avait brandie : la grève reconductible jusqu'à satisfaction.

Mais cela a été aussi les innombrables « rodéos », opérations qui ont permis la destruction de plusieurs dizaines de millions d'exemplaires du *Parisien* d'Amaury. Ces actions étaient le fait surtout d'ouvriers du Livre et d'ouvriers du *Parisien*. Elles se sont poursuivies jusqu'à la nuit dernière. C'est peut-être la seule action de ce genre qui n'ait pas été dénoncée par la direction de la CGT ces dernières années !

Cette victoire de la solidarité et de l'opiniâtreté ne doit pas faire oublier cependant les autres luttes dans le Livre qui n'ont pas bénéficié du même appui de la FFTL-CGT, comme Chaix, IMRO, Caron-Ozanne, etc. Mais elle doit servir à continuer, que ce soit pour sauver les autres travailleurs en difficulté, ou même dépasser le fameux « accord cadre ».

Philippe Verdon

## Les grandes dates du conflit

C'est le 1<sup>er</sup> mars 1975 qu'Amaury lance sa machine de guerre contre les travailleurs du Livre. Le 3 mars, l'imprimerie de la rue d'Enghien est fermée, le 5 mars c'est le début des éditions régionales pirates. Le 7 mai, les ouvriers du *Parisien Libéré* décident de suspendre la parution du *Parisien*. Le 20 mai, Amaury met en place une impression en Belgique, puis ouvre une nouvelle imprimerie à Saint-Ouen avec la complicité de FO, hostile au monopole syndical. Le journal est tiré dans ses nouvelles installations sous la protection des CRS et des chiens, et diffusé par un réseau parallèle.

Le 3 juin 1975, Durafour, ministre du Travail autorise les licenciements.

Août 1975, la grève du *Parisien* s'installe : deux journées d'action de la presse, les 6 et 20 août, sont marquées par des grèves de la presse. Les ouvriers du *Parisien* développent la popularisation en diffusant les éditions pirates du *Parisien* spécial-grève.

Dès lors, les actions vont se multiplier : manifestation devant le conservatoire des Arts et Métiers, le 4 décembre 1975, où se trouvait Giscard. La police frappe : 40 blessés. Le lendemain, grève de la presse en riposte. De même le 15 juin, où des ouvriers du Livre sont sauvagement agressés au cours d'un « rodéo », opération de destruction des journaux d'Amaury.

Le pouvoir veut la peau de ceux du *Parisien libéré* : les procès se multiplient contre les rodéos, les condamnations tombent.

Le 30 novembre, une ordonnance d'expulsion est prise contre les ouvriers qui occupent. Le 5 décembre au matin, après 22 mois d'occupation, les flics interviennent.

Le coup de force du pouvoir donnera lieu à une riposte massive de toute la presse : grève générale pendant trois jours. Mais le 8 décembre au soir, la FFTL annonce la suspension du mouvement, compte tenu des promesses des négociations. Mottin, nommé médiateur doit rendre son rapport le 15 janvier.

Mais le tournant du conflit apparaîtra avec un événement fortuit. La mort d'Amaury, causée par une

chute de cheval le 2 janvier. Dès lors, la succession est ouverte et la normalisation du groupe *Parisien libéré* est en route. Les négociations vont traîner encore deux mois, suspendues au bon vouloir de la direction du *Parisien*. La FFTL qui s'est privé de l'arme de la grève générale sur la lancée du 6 décembre continuera ses actions de pression sous l'impulsion des militants du Livre. Deux grèves de la presse auront lieu le 19 et le 21 janvier pour protester contre le blocage des négociations et la répression dont ont été victimes neuf travailleurs du Livre arrêtés après une nuit de siège devant l'imprimerie de Saint-Ouen.

Le 3 mars, les ouvriers du Livre se prononcent par vote sur le rapport Mottin rendu public le 22 avril. 82,48 % rejettent des propositions qui n'envisagent que 20 réembauches au *Parisien* et aucune application de l'accord de la presse parisienne.

Trois mois après, le vent semble tourner dans le conflit : le tribunal administratif de Paris annule les licenciements autorisés par Durafour pour « abus de pouvoir ». Les bases d'un règlement commencent à se profiler pour mettre un terme à plus de 28 mois de luttes.

Pierre Lopez

### Communiqué du groupe femmes de Vincennes

## «Le sexisme n'est-il pas un racisme comme les autres ?»

« Nous, femmes du groupe femmes, désirons apporter quelques rectifications à l'article inexact et superficiel : « Les scènes de la vie de Vincennes », paru dans le Monde du 1er juin, dont certains passages abusifs nous concernent directement.

« Nous tenons à préciser que les propos que l'article a prêtés à M. Lapassade ont été tenus par lui, non pas lors d'une réunion du groupe femmes (ce qui serait impensable, les réunions étant non mixtes), mais lors d'une réunion appelée par le groupe femmes ouverte aux organisations syndicales et politiques pour débattre des agressions sexistes sur la fac.

« Lorsque le journaliste P. Boggio dit : « Le groupe femmes refuse d'accorder des circonstances atténuantes aux étrangers agresseurs », nous, femmes du groupe femmes, répondons que nous n'avons jamais prétendu baser notre lutte contre les seuls étudiants étrangers. Nous affirmons que la lutte que nous menons contre les agresseurs sexistes s'adresse par définition

à tous les agresseurs sexistes quels que soient leur pays d'origine, leur culture ou leur appartenance politique. Nous n'avons pas du reste cessé, depuis la création du groupe femmes, de le proclamer dans nos tracts et nos apparitions publiques sur la fac.

« Nous trouvons pour le moins singulier que le journaliste P. Boggio ait retenu de notre lutte des déclarations, qui, extraites de leur contexte, ne peuvent que présenter un caractère ambigu (le procédé n'est pas nouveau) ; outre le caractère obscur de la phrase : « Le groupe femmes n'admet pas que les hommes du Maghreb puissent avoir une vision différente de la femme française. » Nous tenons à signaler qu'elle passe sous silence le fait que notre lutte ne concerne pas exclusivement les femmes françaises mais toutes les femmes opprimées (il y a du reste parmi nous des étrangères).

« Notre propos n'est pas de nous insurger contre une culture déterminée mais contre toute culture machiste y compris la culture française.

## La gazette de MALVILLE



Il est recommandé de venir à l'avance, mais d'une manière qui ne gêne pas le travail des comités locaux et ne rebute pas la population.

Il est donc demandé :  
a) A ceux qui sont isolés de tout faire pour prendre contact avec un groupe près de leur lieu d'habitation, car les comités locaux ne pourront prendre en charge tous les individus isolés.

b) Aux groupes de prendre contact dès que possible avec le secrétariat du Comité Malville : M. Dubost, Isele, 38510 Morestel, pour lui préciser : adresse, nombre, date d'arrivée. Cela permettra de recevoir un lieu de jumelage. Ensuite, les contacts se feront directement avec le village avec lequel vous êtes jumelés.

Les affiches doivent être commandées à Michel Bonhomme, 10 av. du Général-Viallet, 38120 Saint-Egrève.

### ● Mise au point à propos de « Super-Pholix » n° 12

Nous publions la mise au point faite à propos de « Super-Pholix » n° 12. Cenuméro du journal des comités Malville se faisait l'écho des débats sur l'éventualité d'une série d'opérations de type « militaire » en direction du site. La mise au point explique en quoi ce débat est aujourd'hui tranché. Nous la publions, car elle est un des éléments permettant d'éclairer le débat que nous avons lancé autour de la lettre des Amis de la Terre de Paris, et dans notre article : « Panique à Malville » (« Rouge » du 9/10 juillet).

« Super-Pholix » laisse subsister de graves ambiguïtés sur ce que seront les manifestations des 30 et 31 juillet. Ce « Super-Pholix » est l'image du débat qui s'est déroulé au sein de la coordination, débat qu'il nous est apparu nécessaire de porter à la connaissance de tous les militants. Pour des raisons techniques (équipe réduite, attentat fasciste et perquisition policière à l'imprimerie Vérité Rhône-Alpes, qui est celle de « Super-Pholix »), ce débat a été rendu public avec un décalage important. Depuis la coordination du 21 mai à Courtenay, le débat est clos, l'unanimité des groupes s'étant faite sur un texte qui figure en deuxième page de « Super-Pholix ». La dernière réunion de coordination du 11 juin n'a fait que confirmer cette orientation, en précisant que :

— La journée d'accueil du 30 sera consacrée à des débats, forums, de la musique, etc.

— Le 31 juillet auront lieu des marches pacifiques convergeant vers le site. L'objectif prioritaire est de réunir le maximum de personnes contre Super-Phénix, la non-violence n'excluant pas certaines actions (découpage de la barrière) qui ne portent pas atteinte à l'intégrité des personnes physiques. « Super-Pholix » n° 13 donnera toutes précisions sur l'organisation de l'accueil et des manifestations. »

« L'article du Monde nous accuse implicitement de racisme. Or, notre expérience de lutte à Vincennes a prouvé que le fascisme, le racisme, le sexisme n'ont pas de couleur. C'est ainsi qu'une de nos camarades de race noire se voyait traitée récemment lors d'une agression sexuelle de « sale négresse ». Le racisme n'est pas notre fait, il est celui de ceux-la mêmes qui nous accusent de racisme.

« Comment se fait-il que ceux qui nous taxent de racistes ne se trouvent jamais dans les rangs des camarades qui luttent contre le racisme.

« Le sexisme n'est-il pas un racisme comme les autres ?

Groupe femmes de Vincennes

### Coordination des femmes noires

Dans le cadre de la préparation des journées des femmes noires qui auront lieu en octobre à la Mutualité, la coordination des femmes noires tient une réunion demain mercredi à 20 h 30, au 4 boulevard de Clichy, métro Pigalle, 1<sup>er</sup> escalier à droite, 3<sup>e</sup> étage.

Une officine  
de propagande  
gouvernementale  
utilise Radio-France

## UNE RADIO DE MONOPOLE

Quand fut créée, il y a plus d'un mois, « l'Association pour la démocratie » on se doutait bien que ce n'était pas un centre « théorique » de plus de la majorité. Avant même d'avoir des militants (qu'il n'a d'ailleurs toujours pas) son chef, Michel Bassi, avait déjà les locaux et de l'argent en quantité quasi inépuisable. Pour quoi faire ? Du marketing politique, tout simplement. En utilisant les techniques audiovisuelles les plus efficaces.

Samedi dernier, donc, un distingué « militant » de cette association se pointe dans les studios de Radio-France, mobilisant illico des techniciens et des locaux pour faire un petit travail de montage avec l'enregistrement du discours présidentiel de Carpentras. Essayez d'en faire autant et vous verrez. Mais pour l'association de Bassi, pas de problème : un rédacteur en chef de France-Inter, Jean-Armand Ladidi, supervise le tout et prête même son concours complaisant. Dans quelque temps on trouvera (payées par qui ?) des milliers de cassettes de la soupe présidentielle.

Le Ladidi en question est d'ailleurs un récidiviste. Le 18 juin dernier, au moment du congrès du PS, il faisait lire « in-extenso » à l'antenne de France-Inter un communiqué de « l'Association pour la démocratie » paru sous forme d'encart publicitaire dans la presse. A France-Inter, ce fut, bien sûr, gratuit et présenté comme une importante information politique.

Cette bonne coopération ne s'arrêtera pas là puisque « le Point » révèle cette semaine que l'association de Bassi, qui fonctionne en fait comme un bureau d'études pour les ministères, « organisera prochainement avec Radio-France une opération aux postes de péage des autoroutes pour expliquer aux Français ce qu'ils doivent au programme de Jean-Pierre Fourcade », actuel ministre de l'Équipement.

Le Syndicat national des journalistes a envoyé hier une lettre au conseil d'administration de Radio-France pour protester contre les liens privilégiés qui unissent la maison ronde à l'officine de propagande de Bassi. Il demande quelles mesures seront envisagées pour y mettre un terme. Chiche qu'il n'obtiendra pas de réponse. G.M.

## Quand « France Nouvelle » ouvre le débat avec les trotskystes

# LA SOURCE ET LE ROC

• L'hebdo du comité central du PCF publie un compte rendu critique du livre d'Henri Weber sur l'« eurocommunisme »

Il est des livres qui posent des questions qui suscitent des interrogations. « Nous ne les fuions pas sous prétexte qu'elles semblent descendre, comme la parole divine, d'un roc de certitudes. Après tout, il y a parfois des sources sous les rocs. » Ces fortes paroles qui fleurent bon l'audace intellectuelle sont signées Jean Rony, universitaire, et surtout journaliste à « France nouvelle »,

C'est la première fois que, dans un organe central du PCF, la polémique se noue sur le ton du débat fraternel avec un représentant d'une organisation trotskyste.

A sa manière, Jean Rony a été un précurseur. Avant même Elleinstein, il était de ceux — bien rares, à vrai dire — qui consentaient à reconnaître quelques mérites à Trotsky, pris en tant que personnage historique et même, à l'occasion, en tant que théoricien. Mais cette reconnaissance prudente, qui déjà effarouchait les tenants de la vieille ligne stalinienne (le trotskysme se discute piolet en main), se doublait obligatoirement de la condamnation radicale des formations politiques se revendiquant de Trotsky. Pour ces groupes-là, point de salut, tant ils sont suspects de manipulations possibles, d'irresponsabilité, de révolutionnarisme petit-bourgeois, etc.

C'est un tout autre langage que tient Jean Rony dans *France nouvelle*, aujourd'hui. En reconnaissant

Henri Weber — et, de fait, l'organisation qu'il représente — comme interlocuteur à part entière, c'est le trotskysme en tant que courant du mouvement ouvrier qui est reconnu.

Dans le même article, Jean Rony polémique avec le livre d'Yves Benot, « L'Autre Italie ». Il regrette que, dans ce dernier, apparaisse trop souvent la notion de « complot », pour caractériser les formes de résistance du capitalisme. « Cette notion (de complot) évoque celle d'un état-major agissant dans l'ombre, conscient de ses buts, maître de ses moyens. » Une fable trop commode, donc.

Une fable à laquelle Jean Rony suggère, en conséquence, aux rédacteurs de « l'Huma » de ne plus croire. Suggestion implicite, bien sûr. Qu'on se souvienne, pour ne citer qu'un seul exemple, du crédit qu'elle avait sous certaines plumes à l'époque de l'assassinat de Pierre Overney : ce « complot » contre les travailleurs de la Régie...

hebdomadaire du PCF. Elles prennent tout leur intérêt quand on sait que les questions et les interrogations si résolument affrontées émanent du livre : « le Parti communiste italien : aux sources de l'eurocommunisme » que vient de publier, chez Christian Bourgois, notre camarade Henri Weber.

Sans même parler des « gauchistes-Marcellin », on est bien au-delà des protestations démocratiques manifestées lors de la dissolution de l'ex-Ligue communiste en 1973.

Certes, tous les lecteurs de *France nouvelle* ne savent pas nécessairement qu'Henri Weber est militant de la LCR. Ils ne l'apprennent pas dans l'article de Jean Rony. Chaque chose en son temps, sans doute. Mais pour autant, Jean Rony ne répugne au relevé d'aucune critique du livre. « Poussé par le démon de la définition, Weber conclut : « Déjà plus stalinien, pas encore (peut-être jamais) social-démocrate, le PCI apparaît comme un parti ouvrier réformiste d'origine stalinienne. Un parti national communiste. » Caustique, mais pas offusqué, Rony note : « La saturation sémantique de l'énoncé me donne le tournis. On a rarement dit si peu de choses avec autant de concepts. » Et ce citer d'autres critiques qui ne sont pas des plus tendres.

« Au sein de la société italienne, le PCI assume une fonction analogue à celle de la social-démocratie allemande d'avant 1914 (...) il assume désormais une fonction de médiation entre les intérêts de la classe ouvrière et ceux de l'Etat bourgeois. » Jean Rony réfute, comme il peut, et nous continuerons avec lui ce débat très prochainement dans *Rouge*. De fait, nous prenons acte que la discussion est ouverte et nous nous félicitons des termes dans lesquels Jean Rony la pose.

Eloignons cependant toute illusion, tout satisfecit prématuré. Une chose est un article dans *France nouvelle*. Autre chose est le comportement des militants dans les syndicats, dans la rue, dans les organisations de masse. Mais les militants trotskystes sauront donc rappeler ce filet d'eau issue du XXII<sup>e</sup> Congrès qui, pour parler comme Jean Rony, érode encore un peu plus le roc stalinien.

J.-F. Vilar

## LE PCF ET L'ÉPISCOPAT

### Des bulletins de vote et des hosties

Dans un texte récent, le conseil permanent de l'épiscopat a souligné l'incompatibilité profonde, irréductible, qui oppose christianisme et marxisme. Loin de réduire le marxisme à la simple politique menée par le PC, le document prend bien soin de préciser que l'antagonisme se joue au niveau de deux compréhensions du monde. Foi et matérialisme s'excluent mutuellement.

Ce document a évidemment plusieurs fonctions. Celle de resserrer les rangs face aux attaques d'un Lefebvre, par exemple, qui ne cesse de dénoncer les coupables complaisances progressistes d'une Eglise conciliaire jugée trop conciliante. Celle aussi de répondre aux critiques qui montent dans ces milieux chré-

tiens inquiets de la venue de l'Union de la gauche au gouvernement, qui voient d'un mauvais œil l'agitation des « clérico-gauchards » un peu trop soucieux, comme dirait Clavel, de « relever leur soutane » pour se « donner au monde » alors qu'il s'agirait plutôt de l'évangéliser, face aux goulags menaçants.

Mais le but essentiel du document épiscopal est surtout d'armer les catholiques contre les sollicitations du PCF, mais tout en prenant soin de rappeler le dogme, il ne s'agit pas de fermer les portes.

C'est bien ce que notent Jean George, dans *l'Huma* et Maxime Gremetz, dans une tribune libre du *Monde*. En ne prêtant au texte épiscopal qu'un « caractère essentiellement idéologique », le PCF contourne le débat et n'a plus qu'à se féliciter de l'impact de sa campagne « main tendue » en direction des catholiques.

Tout laisse, en effet, penser qu'elle n'a pas été sans portée. Et, pour aller de l'avant, pour drainer plus encore de voix catholiques, le PCF est prêt à arrondir tous les

angles. Au nom de l'action en commun, de l'intérêt national, de « la société plus juste, plus fraternelle », de « la société de liberté voulue en commun pour la France », toute critique est abandonnée.

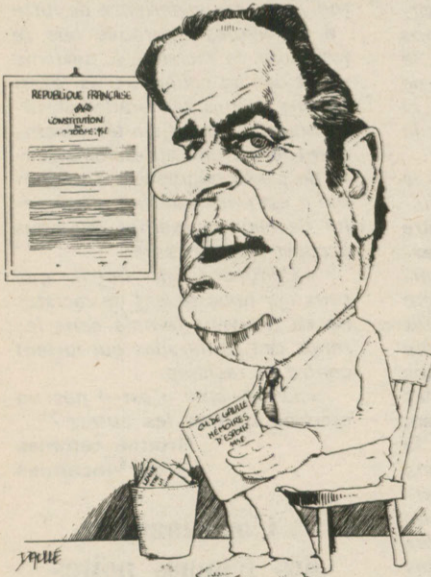
Il n'est, certes, pas incorrect de ne pas rejeter les chrétiens qui se joignent aux luttes ouvrières. Il faut même tout faire pour les intégrer dans les organisations ouvrières. Mais cette démarche ne peut se mener sérieusement que si elle s'ac-

compagne d'une lutte idéologique des plus claires contre l'obscurantisme religieux et d'une critique sans relâche contre les institutions ecclésiastiques dont Lefebvre n'est à tout prendre que le produit le plus caricatural. Cette démarche ne porte nullement atteinte à l'expression religieuse ; celle du clergé en tant que tel, celle des croyants aussi. Elle a le mérite non négligeable de ne pas brader Marx pour une poignée de bulletins de vote.

J.-F. Vilar



## « Les communistes, la transition socialiste et l'Etat »



### SOMMAIRE

- Henri Weber : Le PCF et l'Etat
- Nicos Poulantzas : L'Etat et la transition au socialisme (interview)
- Daniel Bensaid : Antoine Artous : Hégémonie, autogestion et dictature du prolétariat
- Dossier : Débat sur le mouvement étudiant
- Daniel Lindenber : Un très vieux vin dans de nouvelles outres
- Carlos Rossi : A propos du « Témoin et du prophète, pour ou contre Soljenitsyne », de Daniel Singer
- Michel Lequenne : Sur l'essai de Xavier Gauthier « Dire nos sexualités »

# critique communiste

JUIN/JUILLET 77 - N° 16 10F

CRITIQUE COMMUNISTE - 10, impasse Guéméné - 75004 Paris (pour toute correspondance)  
Abonnement 10 NUMÉROS : 80 F.

## LES REGLEMENTS DE COMPTE DE L'ÉTÉ

### Jugé demain pour un piquet de grève dans un lycée

Demain, à 9 h, devant la 24<sup>e</sup> chambre correctionnelle, comparaitra Philippe Ciano, militant de l'organisation de jeunesse du Parti communiste révolutionnaire (PCR), pour avoir, au printemps dernier, apporté son soutien à des lycéens en lutte contre la répression.

Mardi 15 mars 1977. Philippe est chômeur, mais ancienne élève du lycée Bergson, il suit toujours ce qui s'y passe. C'est donc que le plus normalement du monde, ce jour là, il est au côté de ses anciens camarades qui, à l'appel du comité de lutte de l'établissement, organisent une initiative à la porte du bahut « contre la répression ». L'atmosphère est, en effet, de plus en plus irrespirable à Bergson : avertissements

pour des motifs futiles, affiches arrachées, violences contre les interventions des élèves au mégaphone, conseils restreints s'occupant des « vidages »...

Le 15 mars donc, au matin, en fermant les portes avec des chaînes, les élèves tentent d'imposer leur droit d'expression, celui de tenir une assemblée générale et d'expliquer à l'ensemble du « bahut » la situation. Cela se passe aux portes de l'éta-

blissement, l'administration ne l'entend pas de cette oreille, multiplie les bousculades et fait appel à la police. C'est ainsi que Philippe sera interpellé et inculpé ensuite sur plainte du censeur de « violences et voies de fait » envers ce dernier. Philippe, lui, affirme n'avoir aucunement frappé le censeur en question.

Cela n'empêche pas la justice de procéder, pour une fois, avec rapidité : Philippe apprend ainsi, le 30 juin, qu'il sera jugé le 13 juillet : bien entendu, en pléines vacances et alors qu'il est très difficile de remettre la main sur des lycéens témoins de la bousculade !

# LIP, PLAIE OUVERTE DU POUVOIR

Les Lip se doutaient bien que l'électricité de l'usine péniblement rétabli ne le serait pas pour longtemps. Aussi, toutes les précautions avaient-elles été prises pour que de toute manière, le restaurant et la fabrication des montres puissent continuer. Le premier résultat concret de la destruction policière du transformateur et de la saisie des montres est

donc une vaste publicité pour le conflit. Dès dimanche, une foule de curieux et de militants venus apporter leur solidarité se pressait à Palente pour « admirer » le saccage du transformateur électrique de l'usine détruit à la masse, samedi. Trois millions ont été récoltés par les ventes des montres dans cette seule journée.

## De notre correspondant.

Les élus et les partis de gauche ont apporté leur soutien, notamment le PCF avec une vigueur nouvelle. Les responsables locaux du PS au cours d'une réunion à Palente. Les élus municipaux du PCF ont déclaré soutenir « la lutte exemplaire et courageuse des Lip ». Le conseiller général communiste, Paganelli, a envoyé une lettre au préfet de région : « Vous avez fait saisir 380 montres, et c'est autant de clients français disponibles pour les montres Seiko... Incapable d'assurer la survie des entreprises horlogères françaises, le gouvernement veut punir les Lip parce qu'ils trouvent que l'on peut produire et vendre français... Dans ces conditions, j'affirme mon entière solidarité avec les travailleurs qui par leur combat défendent le droit au travail et l'indépendance industrielle de la France. »

L'assemblée générale des Lip, lundi matin, dans une ambiance très combative, a fait l'analyse de la situation. Le pouvoir « veut liquider ses plaies ouvertes avant les législatives, cette guérilla représente soit un test avant l'évacuation de l'entreprise, soit la volonté de nous matraquer afin de nous imposer une solution au rabais dont on parle beaucoup à la préfecture. Les mois de juillet et août ne seront pas pour nous des mois de vacances. Nous nous connaissons, les Lip, ils ne réussiront pas à nous décamper. »

Ce matin, les activités reprenaient normalement à Palente. Le restaurant à 4 F pour les chômeurs accueillait plus de monde encore que la semaine dernière. Deux « nouveautés » ce matin : une manifestation surprise avec ralentissement de la circulation dans Besançon, pour expliquer les derniers événements, et l'inauguration d'une piscine à Lip pour les enfants qui sont nombreux restés à Besançon pour les vacances.



Les Lip sont invités à la fête de « l'Humanité ». Les élus du PC multiplient les déclarations de solidarité après les récentes attaques policières. Enfin, « l'Humanité-Dimanche » de cette semaine consacre quatre pages à Lip 1977 sous le titre « La nouvelle heure de Lip ».

Ce reportage n'est pas tant une description de la lutte, que l'explication du changement d'attitude des communistes vis-à-vis de Lip.

Les journalistes constatent : « Il y a eu création d'un fossé entre Lip et le PC ». Mais le PC a reconnu : « Nous avons fait des erreurs... aussi « ça c'est passé ».

Il n'y a pas de doute, les dernières déclarations du PC en faveur de Lip sont réfléchies. Un responsable du PC de Besançon présente la chose tout simplement : « Cette classe ouvrière chrétienne, à un moment marquée par l'anticommunisme, commence à nous découvrir... mais aussi : « On va vers eux d'une autre façon, on les écoute, on essaie de les comprendre ».

Autrement dit : la brouille était justifiée, mais les torts sont partagés. « Dans le comité d'action, en

1973, peut-être qu'il y a eu des gars qui ont été excessifs », dira Vittot de Lip.

Mais où est donc ce nouveau terrain commun, qui semblait faire défaut en 1973 ? D'après les propos rapportés par l'interview, on peut en voir plusieurs. Le premier, dans les propos de Piaget : « Aujourd'hui, si nous n'avions pas la perspective de 1978, qu'est-ce qui nous animerait pour combattre ? (...) On se batrait, mais sans espoir. » Et un autre militant de Lip se fait interrogatif : « Est-ce que Lip pourra tourner, est-ce qu'enfin on fabriquera en France ce qu'on importe aujourd'hui ? » et plus loin : « Est-ce que le gouvernement de gauche prendra les mesures nécessaires ? ». Le « tournant » ne va pas assez loin pour que le PC puisse répondre positivement à cette question.

## Fabriquer en France et/ou fabriquons français

Le deuxième terrain commun, présent dans ces propos, c'est la fameuse campagne du PCF sur « fabriquons français ». Les Lip défendent depuis le début la possi-

bilité de l'emploi assuré à Lip par la production hologère et, notamment, la montre à quartz. Singulier retournement de l'histoire : le PC, qui expliquait il y a quatre ans qu'il fallait se battre pour un emploi sans en dire plus, défend aujourd'hui l'emploi horloger, comme support à sa campagne chauvine. Mais si on prend le PC à son propre piège, il pourrait bien être gêné : le PC dit : « Il faut produire français », cela ne veut donc pas dire seulement « en France » mais avec des capitaux français. Comme on sait que ce ne seront pas les patrons horlogers de la région qui feront revivre Lip qu'ils s'acharnent à détruire, qui le fera ? L'Etat ? Mais alors ne s'agit-il pas d'une nationalisation à inscrire au Programme commun ?

Le troisième terrain commun semble être celui des affrontements internes à la municipalité de Besançon, où le PS est prédominant.

Quoi qu'il en soit, cette nouvelle attitude du PC sera précieuse pour la lutte de Lip, alors qu'approchent de nouvelles échéances décisives : les menaces de répression, les payes sauvages, etc. Il faut souhaiter, maintenant, que l'unité se fasse autour de Lip, dans l'action, et sans exclusive. Il serait temps.

P. Verdon



## ENLUTTE

### Blanchisseries 56° et... les pieds dans l'eau

Grève depuis plusieurs jours aux Etablissements Merceron (blanchisserie industrielle) à Persan, dans le Val-d'Oise. Entreprise majoritairement féminine et à proportion importante d'immigrés, les salaires y sont particulièrement bas, de même les conditions de travail y sont déplorables.

Avant cette grève, on travaillait dans un des ateliers à 56° et les pieds dans l'eau. Payés à 9,80 F de l'heure, ils exigent 11 F immédiatement et 12 F au mois de septembre. Aux dernières informations, la direction proposait 0,80 F d'augmentation pour le 1<sup>er</sup> décembre.

Quant aux conditions de travail, elles renvoient cette question à une future commission d'hygiène et sécurité. La solidarité s'organise, les travailleur(s) rejoignent les syndicats. une section CGT s'est constituée durant le conflit, la CFDT regroupe quelques syndiqués.

### Grève au Centre d'études de l'emploi

La CGT et la CFDT du Centre d'études pour l'emploi appellent aujourd'hui à 24 heures de grève pour protester contre le transfert autoritaire des locaux à Créteil. Ce déménagement va entraîner le rallongement intolérable des temps de transport.

### La CFDT et l'emploi des jeunes

Lors de sa conférence de presse sur l'emploi des jeunes, la CFDT a réaffirmé que les mesures adoptées par le gouvernement et le patronat face au chômage des jeunes ne sont que dégonflage artificiel des statistiques et avantages en nature pour le patronat.

Le CNPF, à l'occasion, fait passer pour des emplois nouveaux des emplois libres du fait de la rotation du personnel. Les conditions précaires d'embauche des apprentis permettront de trier les jeunes. Une note du CNPF le dit : « A travers les stages, il sera utile de trouver le moyen d'inculquer aux jeunes quelques principes d'éducation civique... » La CFDT a réaffirmé la nécessité du contrôle du comité d'entreprise sur les stages. La CFDT estime absurde le refus du Conseil constitutionnel d'empêcher ces mesures d'entrer en pratique, car il entérine ainsi la discrimination sur l'emploi des jeunes.

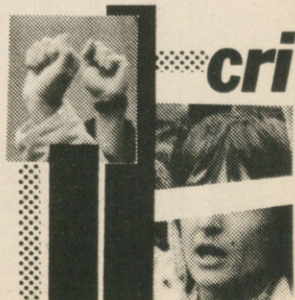
La CFDT annonce qu'elle mènera bataille pour l'emploi des jeunes cet été, et également pour l'embauche de personnel supplémentaire dans les ANPE.

J. G.

### Colmar : Chômage économique à Rhône-Poulenc-textiles

Le personnel de l'usine Rhône-Poulenc textile à Colmar sera mis en chômage économique du 22 août au 5 septembre prochain, la direction motive cette décision par « l'effondrement des ventes » et des stocks trop élevés.

Après le 5 septembre, 700 travailleurs seront touchés par le chômage partiel par roulement (pour les postes) et le personnel de jour ne fera plus que 32 heures hebdomadaires.



# Les syndiquées de Furnon reprennent le travail

Les ouvrières syndiquées CGT des établissements Furnon près d'Alès reprendront le travail demain 13 juillet. Un accord est, en effet intervenu, hier matin, lors d'une réunion qui a eu lieu au siège de l'inspection du travail. Il marque la fin d'un conflit très particulier qui durait depuis le 25 avril dernier.

Un patron qui se retranche derrière la majorité de son personnel pour refuser l'accès de son entreprise à 70 ouvrières nouvellement syndiquées CGT, telle était, au départ, la principale originalité de ce qui est devenu, au fil des jours, « l'affaire Furnon ». Il y eut bien d'autres aspects par la suite. Le « petit patron apolitique » organisa une opération « portes ouvertes » avec la présence de Jean-Marie Le Pen, le leader d'extrême droite. Il mit sur pied un comité, le CODEL, qui devint le centre de ralliement des patrons désireux de « lutter

contre le noyautage politique » et d'instaurer « un climat de confiance et de fraternité entre les salariés et les directions ». On en a retrouvé la trace, ces derniers temps, dans bon nombre de conflits qui ont agité de petites entreprises.

Furnon l'avait proclamé haut et fort : « Je fais serment d'œuvrer à la destruction de toute organisation qui a attenté à la vie de mon entreprise. » Les ouvrières restées « fidèles » à leur patron en rajoutaient : « Nous ne travaillerons plus jamais avec celles qui ont foutu la pagaille. » Apparemment,

ces belles professions de foi se sont usées à l'épreuve du temps. Car les syndiquées CGT ont, d'ores et déjà, obtenu satisfaction sur l'une de leurs principales revendications : la reconnaissance de leur déléguée syndicale et, donc, de leur section CGT. Pour le reste, Furnon s'est engagé à négocier, avant la fin juillet, un protocole d'accord qui doit comprendre la fixation de la date des élections de délégués du personnel — en septembre probablement —, le respect et l'application intégrale des textes régissant les libertés syndicales, l'application de la convention collective nationale de l'habillement, le paiement intégral des salaires depuis le début du conflit et le retour à des horaires normaux de travail.

Pour leur part, les ouvrières syndiquées ont accepté de n'être

réintégrées que dans l'atelier spécial — sorte de « ghetto » — qu'avait aménagé Furnon au cours du conflit et non dans l'usine même. A l'évidence, il s'agit donc d'un compromis, qui s'explique sans doute par l'approche des vacances, qui risquaient de laisser tant Furnon que ces syndiquées sans perspective. Une chose est certaine : pour ces dernières, la véritable bataille ne fait que commencer. Furnon tentera, sans doute, par tous les moyens, de faire payer à ces très jeunes filles leur longue résistance. C'est — à dire que l'appel de la CGT à « maintenir la vigilance » prend tout son sens.

Fin juillet notamment, la signature prévue du protocole d'accord devrait permettre de mieux mesurer l'issue du conflit.

E.E.

# LES COUCHES NOUVELLES



**RÉSUMÉ:** L'Histoire est racontée par PAPA et MÈRE. FRANKLIN JUNIOR TAYLOR veut sortir LA FRANCE de LA GABAGIE. Pour cela il RENCONTRE les jeunes PATRONS.

Marcel était le petit neveu de François Claudius Königstein dit Ravachol. Il passa sa petite enfance à Saint Chamond. C'était un homme de bonne compagnie, on pouvait avoir confiance en lui et en sa parole. Il nous retransmit intégralement et dans les détails

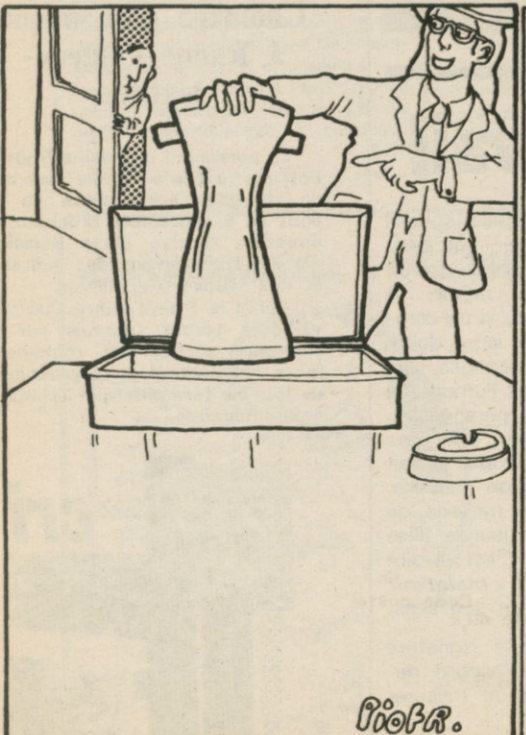


ce qui s'était dit et passé pendant ce colloque. Dans un silence religieux le plus jeune des Taylor, par une sorte de magnétisme divin capta l'attention d'une assemblée pourtant habituée aux charmes des bons orateurs "Messieurs, je sais combien grandes sont vos difficultés politiques et économiques. Je connais le discrédit qui pèse sur un gouvernement déjà bien fragile. Mais je sais aussi votre



terrible volonté de faire face... La gauche Union<sup>©</sup> est majoritaire dans tout le pays et les communistes seront bientôt au gouvernement...! Accepteriez-vous demain des responsables syndicaux à vos côtés? Pouvez-vous imaginer Mr. Dreyfus sous le joug d'un quelconque Syboaim?

① ANGLICISME bien compréhensible  
② P.J. ne sait pas que DREIFUS a été remplacé.



Messieurs, balayons les vieilles méthodes, fongons du cœur du problème, et voici le remède. Le remède, mon remède... c'est la couche Taylor... Une stupeur monumentale s'empara de la docte assemblée. Une couche pour nourisson adulte venait de surgir de l'attaché-case de Franklin Junior Taylor.

## Les inondations dans le Sud-Ouest AUCH : UNE VILLE COUVERTE DE BOUE

Auch, une préfecture coupée en deux, perfusée, maintenue artificiellement en survie depuis 48 heures. Une ville basse anéantie, où la hauteur de la crue s'inscrit sur les murs comme des cicatrices. L'eau manque. Les risques d'explosion de gaz demeurent ; et par endroits, des cadavres d'animaux

font encourir des risques d'épidémie.

vernement Barre, la colère monte de la basse ville. Comme toujours en pareille situation, on devait assister dans les premiers jours à des scènes de pillage. Mais à l'opposé de cette misère, on trouvait dans la ville haute certains contrastes qui prenaient des allures de provocations, tel ce menu à 97 F présenté par un restaurateur à réputation mondiale, alors que cent mètres plus bas, la population se ruait sur des sandwiches et des bouteilles d'eau minérale distribuées par la mairie. L'arrogance ou l'insouciance sont parfois au bout de la rue.

Sur le plan économique, cette catastrophe devrait avoir de lourdes répercussions. Si cette fois la campagne ne semble pas outrageusement touchée, c'est le secteur du commerce, l'un des plus florissants de la ville, qui supportera tout le poids de la situation. Des mois seront nécessaires à la remise en état des magasins et de toute la structure de distribution, pendant lequel de nombreux employés seront vraisemblablement en chômage. C'est par milliards qu'il va falloir désormais compter, et le million de francs gouvernemental, s'il en reste là, pourrait bien être la goutte d'eau faisant déborder le vase de la colère des sinistrés.

Gérard Maurice

### De notre correspondant

Partout, la boue, maintenant séchée, recouvre les murs, qui semblent être sortis de terre. Partout, des visions surréalistes. La misère et les débris se côtoient dans les rues, et les plus démunis tentent de sauver ce qui peut encore l'être. Et cette odeur insupportable, mêlée à l'angoisse des lendemains.

préfecture, on se renvoie la balle.

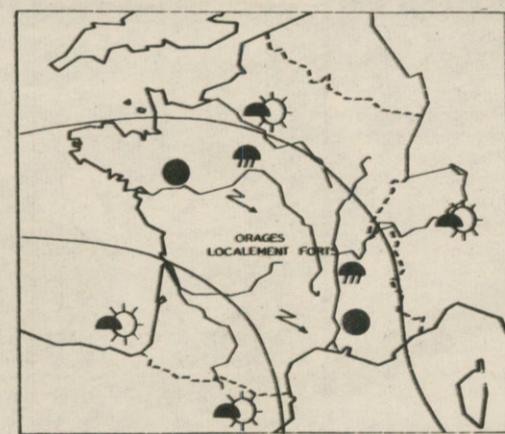
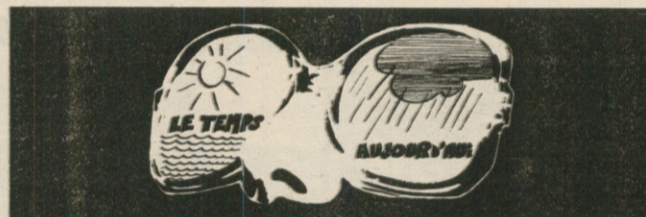
En fait, il semble bien que le plan Orsec n'ait pas donné de tout le résultat escompté. De la théorie et des entraînements à la pratique sur le terrain, après un cataclysme naturel, il y a toute la différence que l'on peut trouver entre des manœuvres militaires et la guerre, déclarait en substance, hier, un adjoint au maire. De fait, il semble que l'on manque de certains moyens. Et puis, il y a ce départ de certaines unités régionales de l'armée, après le drame pour défilé à Paris lors du 14 juillet. L'indécence d'un tel comportement semble avoir choqué bien des responsables municipaux.

### Privés d'eau et d'électricité

Dimanche après-midi, un risque d'explosion dans l'hôpital abandonné et éventré a provoqué l'évacuation de tout un quartier dans une cavalcade de panique et de cris. Souvent privée d'eau, d'électricité, de nourriture, de sommeil, la population semble secourue d'une façon assez peu coordonnée et le bénévolat individuel supplante souvent les carences administratives. A la mairie comme à la

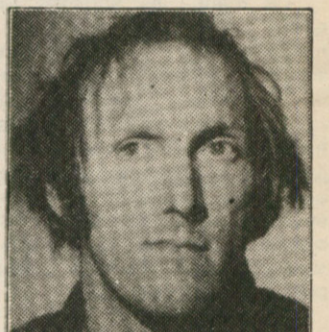
### Un menu à 97 F

Evidemment, il est encore totalement impossible de chiffrer le montant des dégâts, ou de dénombrer le chiffre exact de morts. Quand on parle de l'aumône gouvernementale (un million de francs) allouée ostensiblement par le gou-



#### LEGENDE

- ☀ ENSOLEILLÉ
- ☁ VARIABLE
- COUVERT
- ☔ PRÉCIPITATIONS
- \* NEIGE
- ☂ AVERSES
- ☁ ORAGES
- ☁ BRUMES ET Brouillards



Notre copain Rufus invite les lecteurs de Rouge à venir le voir pour 15€ au lieu de 25€ du 22 juin au 14 juillet 1977  
**CAFÉ DE LA GARE - 22 h**  
41, rue du Temple - Métro Hôtel de Ville  
**RUFUS**  
Vingt-trois fois 300 Dernières pour le plaisir  
Tél. 278.52.51  
réduction de 10% sur présentation de ce bon.

## SOUSCRIPTION N° 37 SOUSCRIPTION N° 37

Ancien total ..... 513 931,71  
Aujourd'hui ..... 4 971,00

R. G. enseignant EE La Rochelle ..... 16,00  
F. G. animateur La Rochelle ..... 10,00  
Deux camarades du PCF La Rochelle ..... 20,00

- Cellule Montluçon ..... 20,00
- Cellule et groupe taupe CAF ..... 135,00
- Chômeur à 90% ..... 100,00
- Diffuseurs Reims ..... 20,00
- « Pour que, malgré tous les défauts du journal, vous continuiez au moment où la gauche gamberge de plus en plus. » Grenoble ..... 100,00
- « Parce qu'il est quand même nécessaire que vous soyez là » Myriam (intérimaire scientologue (eh oui!)) ..... 10,00
- CR lycéen Sartrouville ..... 100,00
- J. J. lycéen Montauban ..... 10,00
- B. P. instituteur Montauban ..... 100,00
- « Rouge » est plus indispensable que jamais, P. R. Paris X<sup>e</sup> ..... 100,00
- M. C. C. Bouaye (44) ..... 100,00
- « Courage, notre combat est le bon, viventes trotsks », retraité Garidech ..... 50,00
- PTT Saint-Lazare ..... 370,00
- Militant UIE ..... 100,00
- M. B. « pour fêter ma retraite » ..... 300,00
- C. B. enseignante île de Ré ..... 50,00
- A. P. enseignant île de Ré ..... 50,00
- Un amateur de bandes dessinées île de Ré ..... 10,00
- R. T. assistante sociale La Rochelle ..... 50,00
- M. C. G. enseignante La Rochelle ..... 100,00
- M. S. lycée technique La Rochelle ..... 100,00

- Jean-Louis Bory au festival ..... 10,00
- « Petite contribution de « Quel Corps » pour que « Rouge » vive « jusqu'au communisme » ..... 700,00
- Un retraité landais ..... 50,00
- Diffuseurs Rouen ..... 650,00
- Enseignant Saint-Etienne ..... 50,00
- Militant CNTS Rouen ..... 100,00
- Des travailleurs de l'HP de Sotteville ..... 630,00
- Cheminote Rouen ..... 30,00
- Lycéenne Bruyère Rouen ..... 10,00
- Assistante sociale Rouen ..... 50,00
- Groupe taupe EGF Paris ..... 220,00
- « Pour que « Rouge » devienne aussi marrant que « Charlie Hebdo » ..... 100,00
- Une « petite bourgeoise radicalisée » ..... 150,00
- Un habitant de Saint-Vrain ..... 10,00
- Deux militants CFDT EGF Paris ..... 10,00
- Pour un quotidien Ligue-LO ..... 30,00
- Sympathisante EGF ..... 20,00
- Un militant CFDT EGF Paris ..... 10,00
- Sympathisante Herblay ..... 100,00
- Postiers Argenteuil ..... 30,00

Nouveau total ..... 518 892,71

• Chèques à l'ordre de SPN, à l'adresse du journal.



Ce soir sur TF 1, à 20 H 30

« Chronique de quelques Indiens Wayanas »

# QUAND TF 1 CENSURE...

La Guyane française. La forêt équatoriale. Un territoire convoité pour ses richesses minières et jugé propice au lancement des fusées. Les habitants naturels des lieux : des Indiens qu'on dit « primitifs ». En 1961, parti pour remonter en pirogue le fleuve Oyapok, un jeune ouvrier lyonnais, André Cognat, fait naufrage et

est recueilli par les Indiens Wayanas. En 1970, chargé par la télévision de « couvrir » le lancement de la fusée Diamant B, Claude Massot est plus intéressé par les Indiens, employés et exploités comme manœuvres, que par la fusée. De ces deux rencontres est née la série dont nous verront ce soir le quatrième volet (1).

Massot a cherché avant tout à nous faire entrer dans la vie quotidienne des Indiens. Il filme leur village exactement comme il filmerait un village de Corrèze ou des Ardennes. Il fuit aussi bien l'exotisme que la démarche explicative, « scientifique », des habituels documentaires. Il prend chaque scène dans sa longueur, avec sa lenteur, ses répétitions. Ce n'est pas un singe que nous voyons dépecer, mais un jeune singe, puis un singe malade, immangeable, puis un autre... Le singe cesse d'être une abstraction. Ce qu'il vise : casser la logique coutumière de la télévision qui, par surcharge de commentaires, de musique, d'images-choc il brouille l'information, bloque toute faculté de recul chez le spectateur.

« volées », mais rejouées, mises en scène avec la participation active des Indiens. Nous sommes aux antipodes d'un certain « cinéma-vérité » qui consiste à planquer la caméra et à tripatouiller les images au montage.

La série, commandée au départ par feu l'ORTF, comprenait six émissions. La dernière aborde sans fard les menaces de déracinement et de destruction que fait peser sur les Wayanas la « civilisation » blanche. Prendre ce recul seulement dans la dernière émission correspondait, pour Massot, à une volonté précise : les menaces

sont d'autant mieux perçues que les victimes potentielles sont devenues des visages familiers : Tom Pouce, Mimi-Siku, etc.

Seulement, le spectateur de TF1 (qui diffuse la série) ne pourra jamais en juger car TF1 a décidé de ne passer que les quatre premières émissions (celle de ce soir est donc la dernière que nous verrons). Censure insidieuse et scandaleuse. On en a pris l'habitude, hélas !

Richter

(1) Il en est sorti aussi un livre : *Antécume ou une autre vie* (Laffont — Coll. Vécu).

On rétorquera, non sans raison, que la proximité ainsi créée est suspecte. L'image, une fois de plus, joue de son pouvoir de fascination. Le spectateur a l'impression de vivre avec les Indiens, et pourtant il ne comprend ce qui se passe qu'à travers le dialogue des deux Européens, Massot et Antécume (alias André Cognat).

A mon avis, à y regarder de plus près, la méthode de tournage employée fait tomber ces réserves. La présence de la caméra est constamment avouée : dans le deuxième épisode, Moloko, le sorcier, se détourne de son chemin pour venir serrer la main du cameraman, dont la caméra, un instant, chavire. Les Indiens font sans cesse des commentaires ironiques sur l'équipe, son matériel. Le regard porté sur les Wayanas est un regard d'Européen, mais personne ne s'en cache. La plupart des séquences n'ont pas été prises sur le vif,



Lire à Bruxelles

S'il vous vient l'idée de passer à Bruxelles goûter notre spécialité de frites trempées à la bière, vous pouvez faire un petit détour par la librairie Taupe rouge de la LRT. Très prisée par les connaisseurs, on y trouve des incunables inédits de Mandel, l'œuvre complète de Lénine soldée à un prix belge (c'est-à-dire ridicule) et des toutes, toutes vieilles brochures de la LRT introuvables ailleurs.

On peut passer pendant les vacances de juillet-août, les

mercredis et vendredis, de 17 à 20 h, au 12-14, rue de la Buanterie, à Bruxelles-centre (près de la Bourse).

## La fête dans le III<sup>e</sup> arrondissement

C'est la fête, le 12 juillet, au square du Temple, de 15 à 20 h (face à la mairie du 3<sup>e</sup> arrondissement).

Au programme : l'orchestre du « Splendid » qui passe actuellement au Café de la gare, une ballade foraine interprétée et mise en scène par les comédiens de « Jubilon 3 », un spectacle de mimes et de chants

## Tour de France

# Mauvais esprit

Dans un bel esprit combatif, le Hollandais Den Hartog a remporté l'étape à Rouen (175 km) et dans un esprit tout aussi tenace, Thureau conserve sa casaque jaune. Esprit es-tu là ?

Le Tour de France, c'est bien connu est affaire d'esprit. Il faut avoir d'abord l'esprit maison, cher aux chroniqueurs sportifs. Certaines étapes, tel ou tel coureur est en proie à l'esprit régional. Et puis, par dessus-tout, plane l'esprit Henri Desgranges dont se gargarisent les commentateurs. C'est la loyauté, le label de bonne conduite qui doit imprégner l'épreuve, pour du sport « propre » et apolitique comme il se doit. Dommage que l'historique des méthodes du petit père du Tour mettent à mal cette éthique. Rédacteur en chef du journal *l'Auto* que venait de fonder Victor Goddet, père de l'actuel P-DG du Tour, il ne conçut le Tour que pour contrer un adversaire de presse, le journal *le*

*Vélo*. Voilà pour les références du compère Desgranges. Mais l'esprit n'en demeure pas moins, comme celui de Coubertin, qui n'en était pas moins raciste...

Une nouvelle forme de spiritualité fait cependant son apparition dans l'épreuve, il s'agit du mauvais esprit. Tel celui de Karstens qui a cru bon de s'étendre par deux fois devant le peloton, l'obligeant à mettre pied à terre. Auparavant, il avait sorti un combiné téléphonique de sous son maillot et en milieu d'une échappée, il avait feint de téléphoner. Intolérable, ont dit les organisateurs, « *le Tour de France n'est pas un cirque* ». Il a été sanctionné, par trop cependant, car Merckx avait annoncé que les coureurs auraient fait grève si on l'avait exclu de la course. Esprit d'équipe. Et que dire de Moneyron dont l'ambition est de finir dernier du classement général ? Il a d'ailleurs fort à faire puisque la « lanterne rouge » est toujours fort pressée.

La tradition veut que le dernier du Tour se voit accorder quelques critères, sorte de prime de consolation. Esprit mercantile. Ce n'est pas Maertens qui nous démentira, lui qui va s'exhiber dans une course contre un cheval sur un kilomètre.

Il a avoué que ce sera pour lui plus rémunérateur qu'un critérium. Au grand barnum du Tour, ce n'est que justice. Entre l'esprit d'entreprise des messieurs Loyal de la « Société d'exploitation » et la ménagerie de la caravane pourquoi refuser les clowns ? Certes Zitronne y pourvoit, mais c'est un peu fade. « *Moi je suis trop gentil garçon pour faire du vélo. J'aurais été mieux à ma place dans un cirque* », a dit Karstens. Sans doute, sous le chapiteau du *Parisien libéré* il ne s'agit pas d'un cirque à l'ancienne, mais il a tort de ne pas considérer le plateau comme spectaculaire.

Frank Tenaille

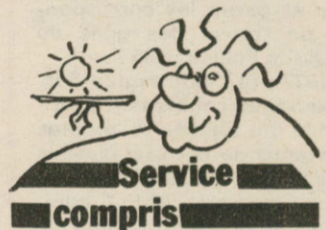
par la troupe d'Ahmed Ben Dhiab. Venez nombreux et apportez vos instruments.

## On se forme quand même

Durant les vacances, les membres et les sympathisants de LCR présents à Montpellier se retrouveront mardi 12 juillet, puis chaque mercredi, à 21 h, à la librairie la Brèche, 34 rue de l'Université, pour débattre et organiser leur intervention.

Sont prévus les exposés suivants :

- 12 juillet : l'actualisation du Programme commun ;
- 20 juillet : avant Malville, la question nucléaire ;
- 3 août : la situation en Grande-Bretagne, avec un camarade du comité central de l'International Marxist Group ;
- 10 août : avant le Larzac, luttes paysannes et luttes de classes ;
- 17 août : la situation au Liban, avec un camarade de retour du pays ;
- 24 août : la question régionale, avec le rédacteur en chef de tania rouge.



La librairie « Rouge » (10 impasse Guéméné, Paris IV<sup>e</sup>), brade un lot de res, brochures, posters, etc. Tout (ou presque) à 1 F.

Si vous voulez gonfler votre bibliothèque à peu de frais, c'est du 12 au 16 juillet.

## ON BRADE LE PIED

Si tu veux prendre ton pied et si tu ne sais plus quoi en faire, cherche paires de pieds (plusieurs) pour faire le tour de la Vanoise (Savoie) au mois d'août. Frais minimum, détente maximum. Pourquoi pas en revenant de Malville (à deux pas de là) ? Mes empreintes : François Rouet, 15 rue Boyer 34000 Montpellier.

## VERS L'ITALIE

Je cherche deux places en voiture vers l'Italie, à partir de

Tarbes ou de Toulouse. Départ le 18 ou le 19 juillet. Participation aux frais. Téléphoner au 16.(62).34.36.72 du 14 au 18 juillet.

## TOULOUSE-PARIS

« Je cherche une place dans une voiture qui partirait de Toulouse pour Paris et Rouen, vendredi 15 juillet ou samedi 16 au plus tard. Participation aux frais. Ecrire à C. Lavaslot chez M. Dreviron, chemin des Nauzes, 31470 Saint-Lys.

## POUR MALVILLE

Dispose d'une place Paris-Malville (région de Lyon). Je pars mercredi 13 juillet au matin. Participation aux frais. Téléphoner à Lopez au journal aujourd'hui avant 18 h.

## SUPPLIQUE ENFANTINE

Je m'appelle Eva. J'ai 3 ans et demi. Ma maman voudrait respirer en août, et moi aussi. Alors, emmène-moi, on s'amusera bien. J'ai hâte de savoir. Envoyez un mot au journal, ou téléphonez-y en demandant Gilles (poste 260).

## TELEVISION

### TF 1

- 12.30 Midi première
- 13.00 Journal
- 13.45 La disparition du vol 412 (film TV américain)
- 15.50 Tour de France
- 16.50 Pour les jeunes
- 18.15 Cosmos 1999 (série américaine) Le testament d'Arcadie.
- 19.00 Graine d'ortie (feuilleton)
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Une minute pour les femmes
- 19.45 Tour de France
- 20.00 Journal
- 20.30 Une autre vie N° 4 : Mimi-Siku, Pisse de chat. Pisse de chat, c'est le surnom que c'est lui-même donné l'un des hommes du village de la tribu indienne Wayana.
- 21.30 Ce monde est dangereux
- 22.25 Jazz à Juan Milt Jackson.
- 22.55 Journal

### A2

- 13.35 Télévision régionale
- 13.50 Bergeval et fils (feuilleton)
- 14.05 Aujourd'hui madame
- 14.50 Champions (série américaine)
- 15.40 Aujourd'hui magazine

- 18.00 Fenêtre sur... Le jardin de Paul Strand (photographe et cinéaste américain)
- 18.35 Dessin animé
- 18.45 Flash d'informations
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Les détours de France
- 20.00 Journal
- 20.35 Les dossiers de l'écran *Gervaise* (1956). Un film de René Clément d'après le roman d'Emile Zola, *l'Assommoir*. Débat : la condition ouvrière au XIX<sup>e</sup> siècle. Avec Armand Lanoux, Madeleine Rébérioux, Gérard Jacquemet, Henri Vincenot.
- 23.30 Journal

### FR 3

- 18.45 Pour la jeunesse
- 19.05 Télévision régionale
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Tribune libre Présence socialiste.
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Aventures *Le Tigre aime la chair fraîche* (1964). Fantaisie policière de Claude Chabrol.
- 21.50 Journal

## ABONNEMENT VACANCES

Si vous partez en vacances n'oubliez pas de lire « Rouge » tous les jours, mais si vous n'êtes pas sûr de le trouver dans votre lieu de vacances, la meilleure solution pour assurer votre lecture quotidienne est de prendre un « abonnement vacances ».

Vous avez le choix entre un abonnement de 15 jours, d'un mois ou de deux mois.

Si vous partez trop loin, vous pouvez vous abonner à votre adresse habituelle. A votre retour vous trouverez tous les journaux.

Pour ceux qui sont abonnés, il suffit de nous envoyer : votre adresse de vacances, la période choisie, et la dernière bande d'envoi. Si vous êtes abonné en France et si vous partez à l'étranger, nous vous ferons parvenir le détail des frais supplémentaires.

### ABONNEZ-VOUS DES AUJOURD'HUI

Bulletin d'abonnement (Envoyer le bulletin au service d'abonnement)

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Ville : ..... Code postal : .....  
Période du ..... au .....

Tarif (encadrer le tarif choisi) :  
Période : 15 jours 1 mois 2 mois  
France 30 F 55 F 80 F  
Etranger 60 F 90 F 135 F



# IL EST UNE FOIS

## Pour ceux qui sont encore en rade

### Combines et bonnes adresses

Des vacances « pas cons », des combines, des adresses, des rendez-vous, des idées de randonnées, de stages, de chantiers en tous genres, d'activités collectives, des adresses où se renseigner... Pour quoi pas ?

Alors, on s'y est mis. En amateurs et avec pas mal de retard. Claude Boris, dans une rubrique régulière de « Politique-Hebdo », étalée sur pas moins de huit numéros, avait déjà pas mal débroussaillé le terrain. Un travail tellement exhaustif qu'on n'a pas pu éviter d'y faire souvent des emprunts. On a complété comme on a pu : ce ne sont certainement pas les trous qui manquent. Combinez-les vous-mêmes en écrivant à « Rouge », ainsi cette rubrique pourra continuer grâce à vous.

Et si vous voulez en savoir plus, n'hésitez pas à vous procurer les n° 269 à 276 de « Politique-Hebdo » où vous trouverez en quantité huit fois plus d'adresses qu'ici (ces numéros vont de fin mai à début juillet, chacun au prix de 5 F, à commander à « Politique-Hebdo », 14-16 rue des Petits-Hôtels 75010 Paris).

#### Des guides utiles

— GUIDE-ANNUAIRE ANIMATION, EDUCATION, FORMATION ET LOISIRS : 7 000 adresses d'organismes et d'associations parmi lesquelles vous pourrez faire le tri. 30 F plus 4 F de port, STAJ, 10 rue de Charonne, 75011 Paris.

— GUIDE DE LA FRANCE EN JEANS : les éditions Hachette (la pieuvre verte !) viennent d'éditer ce guide qui rassemble des adresses permettant de passer des vacances ou des week-ends pas trop cher, dans un confort plutôt moyen. Les auteurs bossent au « Matin de Paris » et parmi les correspondants qui les ont aidés, on trouve des gens du « Clampin libéré » et d'« Uss'm Follick » 35 F.

— GUIDE DES STAGES 1977 : la bibliothèque Forney, spécialisée dans les ouvrages concernant l'artisanat, vient d'éditer un guide qui répertorie, en plus de 200 adresses, tous les stages de cet été, classés par département et par spécialité (tapisserie, photographie, poterie, forge, tout y passe !). 18 F. A commander à la Société des amis de la bibliothèque Forney, 1 rue du Figuier, 75004 Paris, tél. : 278.17.34.

— LES JOBS, GUIDE DES EMPLOIS D'ETE POUR ETUDIANTS ET LYCEENS : pour ceux qui ont besoin de bosser pour poursuivre leurs études, ce guide, avec des conseils pour « ne pas se faire (trop) exploiter » est en vente partout. 10 F. A commander à « l'Etudiant », 7 rue Thorel, 75002 Paris, tél. : 236.94.41.

#### Des rendez-vous pour les pédagogos

Les enseignants qui sont prêts à prendre une semaine cet été pour discuter collectivement des pratiques pédagogiques qui introduisent des brèches dans l'enfermement scolaire quotidien, ou pour confronter les différents projets éducatifs de la gauche, ou pour débattre de la condition enseignante, ou pour... plein d'autres choses, n'ont que l'embaras du choix.

● **Semaine de l'Ecole émancipée** : la tendance de la Fédération de l'Education nationale, qui édite la revue du même nom, organise chaque année une « semaine » qui rassemble près de 600 personnes et où les débats sont « tous azimuts ». Elle a commencé vendredi dernier, 8 juillet, on peut s'y rendre encore puisqu'elle dure jusqu'au 17 juillet, elle se tient dans le décor fort agréable, à Brioude, dans la Haute-Loire (43). Rouge en parlera et en rendra compte régulièrement cette semaine.

● **Stages d'été du Mouvement Freinet** : l'Institut coopératif de l'école moderne-pédagogie Freinet organise des stages qui sont des lieux de réflexion collective à partir de pratiques réelles dans l'école actuelle (ce qu'on « fait » dans les classes) et aussi des lieux d'élaboration du « projet d'éducation populaire » du mouvement qui cherche à articuler ces pratiques pédagogiques à un projet éducatif d'ensemble. Parmi ces stages, il en est trois principaux, qui combinent à la fois l'initiation à la pédagogie Freinet et l'approfondissement, et qui sont ouverts aux enseignants du secondaire comme du primaire.

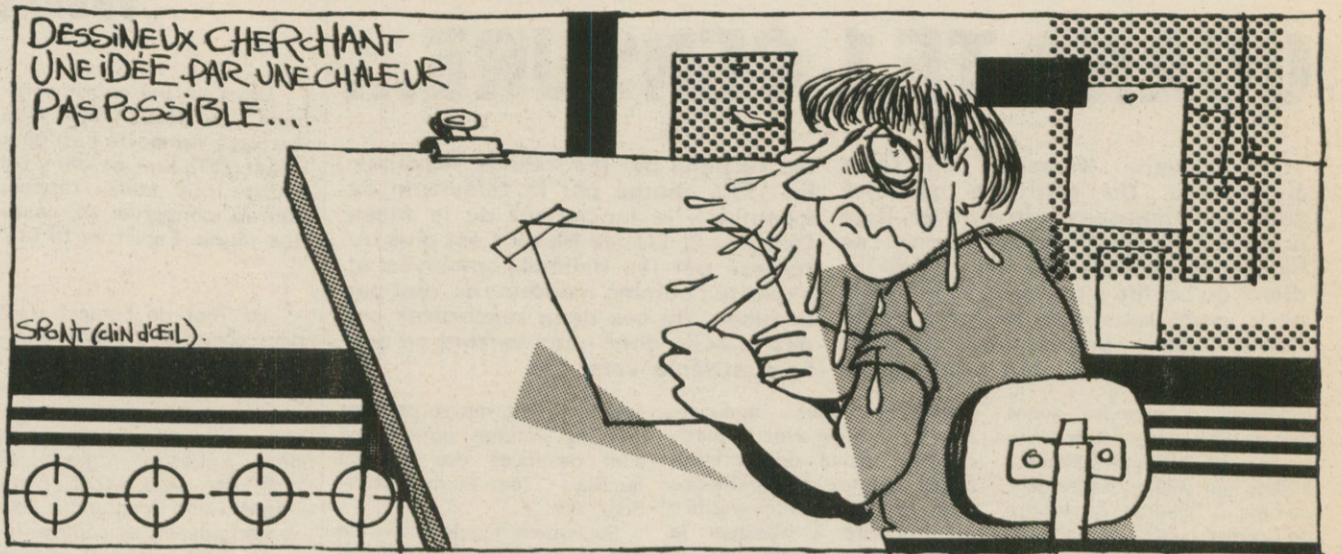
Il s'agit du stage régional de l'Est (centre de vacances les Genevriers, Plaine, Bas-Rhin, du 4 au 9 septembre,

s'adresser à Liliane Bucchi — 17, rue Pasteur 67370 Ittenheim), du stage régional du Sud-Ouest (Lectoure, Gers, du 30 août au 4 septembre, s'adresser à Pierre Dupouy, 20, avenue des Pyrénées 32190 Vic-Feznsac), et du stage régional du centre (Allègre, Haute-Loire, du 30 août au 4 septembre, s'adresser à Maggy Coutoulier, école de Sembadel, Gare 42160 La Chaise-Dieu).

Les autres stages d'initiation sont les suivants : stage régional du Nord (s'adresser à Evelyne Villebasse, 35, rue Neuve 59200 Tourcoing), stage départemental des Bouches-du-Rhône (première semaine de septembre, s'adresser à Jo-sette David, chemin de Routelle, 13420 Gemenos), stage départemental du Var (du 2 au 6 septembre, s'adresser à Michel Ribis, La Gardeline 83230 Bornes-les-Mimosas), stage départemental de Saône-et-Loire (Paray-le-Monial du 2 au 7 septembre, s'adresser à Madeleine Genestier, école mixte, impasse Jules-Ferry 71410 Sanvignes), stage départemental du Calvados (Littry du 5 au 10 septembre, s'adresser à Gérard Medellec, école d'Epinau-sur-Odon, 14310 Villers-Bocage).

A noter qu'en même temps et au même lieu que les stages régionaux du Sud-Ouest se tient un stage pour les profs de CET.

● **Rencontres des cercles de recherche et d'action pédagogique** : les CRAP publient la revue *Cahiers pédagogiques*, le thème de la rencontre est « Enseigner en 1977-1978 », elle se tient du 24 au 30 août, en Haute-Provence, s'inscrire auprès de Andrée Mazeran, 66, chaussée d'Antin, 75009 Paris.



#### DES RANDONNEES... A PIED

Islande. (FUAJ, 6, rue du Mesnil, 75116 Paris).

L'association Concordia organise également des randonnées en juillet et août, à travers le Morvan, l'Auvergne et la Vanoise (prix comprenant la nourriture et l'hébergement de 400 F à 750 F). Concordia, 27, rue du Pont-Neuf, 75001 Paris, tél. : 233.42.10.

Si ces gentils organisateurs ne vous emballent pas, il reste de nombreuses petites ballades, variées et organisées localement :

● **Dans le Vercors** : marche à pied de village en village, sur les anciens sentiers, avec accueil et animation assurés par les habitants et logement en gîte rural, ferme ou refuge. Chaque parcours de 7 jours est centré sur un thème particulier : agriculture, forêt, vie locale, écologie, vie en montagne. Les dates : 14/20 août, 21/27 août, 4/10 septembre. Prix : 550 F tout compris. Ecrire à la Maison du parc et de la spéléologie, 26 420

La Chapelle en Vercors tél (75) 48.22.38.

● **Dans les Cévennes** : ces ballades par petits groupes sont, suivant les cas, « sportives » ou au contraire sans aucune recherche de l'exploit. Le mieux est de se renseigner aux adresses suivantes : Association les Drailles, BP 40 Florac ; Claude Bras, syndicat d'initiative, 34250 Lamalou-les-Bains ; La Burrie, centre école de ski de fond, 07510 Usclades.

● **Dans les forêts** : pour visiter à pied les plus beaux massifs forestiers de France, il suffit de se renseigner en téléphonant à Allo Forêts, 551.61.71 de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h tous les jours de la semaine.

● **Sur les volcans** : il s'agit de stages-promenades ayant pour but de découvrir la région du parc des volcans, en Auvergne, du côté du Puy-de-Sancy. Ecrire à l'APSA, 17, place Lafayette, 43100 Brioude, tél. 50.00.70.

● **Dans les pyrénées** : avec en sus rencontre des habitants et paysans. Ecrire avec un timbre pour la réponse à Gérard Caubet, Byzy-en-Béarn 64260 Arudy.

● **Dans les Causses** : au départ de Millau, trois randonnées au choix : les gorges du Tarn, le Causse noir et les Causses du Larzac. Ecrire à Los caminaires caussenards, 11, rue Louis-Julié, 12100 Millau.

● **En Touraine** : pour avoir le plan des ballades possibles, écrire au journal *le P'tit Rouge de Touraine*, 10, rue Jean-Macé, 37000 Tours.

● **En Savoie** : randonnées par groupes de 8 à 12, à partir de Pralognan, nuits en refuge, camping, initiation à la faune, à la flore, à l'ornithologie et en prime deux moniteurs d'encadrement par groupe. Un peu cher : 14 jours tout compris 990 F, sans compter le train. UCPA, 62, rue de la Glacière, 75013 Paris, tél. 336.05.20.

#### Des associations en tous genres

Pour les loisirs, les camps de vacances, les randonnées, l'hébergement, etc., des associations existent dont c'est la raison d'être. Qu'on soit plus ou moins d'accord avec leurs buts, les adresses et les services qu'elles offrent gagnent à être connus. Voici donc les coordonnées de quelques unes :

● **Auberges de jeunesse** : accueillent tous les jeunes de 14 à 30 ans, le tarif d'adhésion est de 20 F (10 F pour les moins de 18 ans). Le guide des « AJ » vous sera adressé gratuitement si vous le demandez en écrivant à la Fédération unie des auberges de jeunesse, 6 rue du Mesnil, 75116 Paris, tél. : 553.16.95/96.

● **Service vacances de la Fédération Léo Lagrange** :

Le MEJ-Léo Lagrange est animé par des socialistes, son responsable est d'ailleurs Pierre Mauroy, le maire de Lille. Des charters aux centres d'hébergement à Paris, en passant par des centres de vacances et de loisirs dans pas mal de coins de l'hexago-

ne. Leur guide-vacances offre des services — payants — très divers. MEJ Léo Lagrange, 58 rue Lafayette, 75009 Paris, tél. 246.98.74/99.76.

● **Les clubs de loisirs et d'action de la jeunesse**. Ils réalisent cet été le neuvième relié international de la jeunesse, au bord de la mer, à Penestin, dans le Morbihan, dont ils veulent faire une « propriété collective » qui puisse « ouvrir quelques brèches de tourisme populaire sur la côte Atlantique ». Ils organisent aussi des randonnées à vélo et tiennent également un Relais international de la jeunesse, au bord de la Seine, à Poissy, où l'on peut être hébergé pour la modique somme de 12 F la nuit, petit déjeuner compris. C'est pas loin de Paris et c'est commode pour les étrangers de passage. Pour les contacter écrire aux CLAJ, 69 rue Condorcet, 75009 Paris, tél. 878.59.46. Quant au relais, voici ses coordonnées : RIJ, « l'Escalade », 38 Ile-des-Migneaux, 78 Poisey, tél. 965.07.34.

● **D'autres adresses**, ou vous pouvez dénicher des

randonnées avec initiation à l'escalade, à la flore et à la faune, aussi bien que des stages « autogérés » dans une municipalité PSU : **Union des centres de Plein air (UCPA)**, 62 rue de la Glacière — 75013 Paris, tél. 336.05.20 ; **Organisation centrale des camps et activités de jeunesse (OCCA)**, 9 rue de Vienne, 75008 Paris, tél. 296.15.02 ; **Etudes et chantiers** (33 rue Campagne-première, 75014 Paris, tél. 325.15.61) ; **Association des jeunes en vacances** (58 rue Tiquetonne, 75002 Paris, tél. 508.03.56) ; **Association pour l'action et la recherche éducative et communautaire** (23 rue Saint-Gervais, 76000 Rouen, tél. (35) 88.41.86).

#### Demain la suite

Nous poursuivrons, dans « Rouge » de demain, cette revue des « combines vacances pas cons » avec les coordonnées des stages en tout genre (poterie, tissage, etc.), celles des chantiers (villages à retaper, etc.) et celles des randonnées à vélo, en canoë-kayak, etc... en sputnik.